

Consultation publique - ARCEP

Réponse à la consultation publique « Décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales »

Contribution de Huawei Technologies France

Le 27 juillet 2023, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (l'« **ARCEP** ») a lancé une consultation publique sur le projet de décision de l'ARCEP concernant la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales (le « **Document** »). Cette décision de l'ARCEP a pour objet d'enrichir sa collecte de données environnementales – déjà mise en place depuis 2020 auprès des opérateurs de communications électroniques – et de l'étendre à l'ensemble des acteurs de l'écosystème numérique, notamment les fabricants d'équipements terminaux et les équipementiers de réseaux mobiles, dont Huawei Technologies France (« **Huawei** ») fait partie/

Le Document appelle les remarques suivantes de la part de Huawei, qui a décidé de fournir une réponse conjointe sur les parties afférentes aux fabricants d'équipements terminaux, et de celles afférentes aux équipementiers de réseaux mobiles.

I. Observations relatives aux données environnementales que l'ARCEP envisage de collecter auprès des fabricants de terminaux (question 1) :

L'annexe A jointe au Document demande des émissions de GES « basées sur le marché » du scope 2 ; or comme déjà indiqué à l'ARCEP par le passé, les données du scope 2 que nous publions couvrent les émissions indirectes de GES provenant de la production d'électricité ou de chaleur achetée, qui correspond uniquement à la méthode "basée sur la localisation" mentionnée dans le tableau de l'annexe.

Concernant le nombre de terminaux utilisés, comme déjà indiqué à l'ARCEP lors de la collecte des données 2023, nous ne pouvons pas suivre la méthode de calcul fournie par l'ARCEP dans sa note explicative car cette méthode est impossible à mettre en œuvre du côté constructeur. En effet, nous ne pouvons estimer le nombre de terminaux utilisés qu'en comptant le nombre de

combinés qui ont demandé de manière proactive une mise à jour du système à notre serveur en France en décembre de l'année considérée (ce qui permet de compter tous les téléphones actifs vendus au cours de l'année). En outre, cette information n'est malheureusement pas disponible pour les ordinateurs parce que le système d'exploitation (Windows) et ses mises à jour sont gérés par Microsoft et non par notre société.

Sur la durée totale d'utilisation des terminaux, nous avons déjà indiqué à l'ARCEP que nous ne sommes malheureusement pas en mesure de fournir les données demandées relatives à la durée totale d'utilisation de chaque produit car nous ne disposons pas de ces données, en particulier nous ne disposons pas des données historiques relatives à l'envoi de mises à jour à des appareils inactifs. Par conséquent, l'agrégation et le calcul de la durée moyenne totale d'utilisation, tels que détaillés dans la note explicative de l'ARCEP, ne sont pas actuellement réalisables par nos services internes. Nous recommandons à l'ARCEP d'utiliser les rapports d'entreprises spécialisées dans les études de marché et/ou les enquêtes d'utilisation auprès des consommateurs français.

Concernant le nombre de terminaux collectés au cours de l'année à des fins de recyclage, nous ne considérons pas qu'il soit pertinent de recueillir ces informations auprès des fabricants de terminaux, car nous ne collectons pas les anciens terminaux directement. En effet, conformément à la directive DEEE, en tant qu'entreprise importatrice responsable de la fin de vie de ses produits électroniques importés, Huawei Technologies France a choisi d'utiliser un modèle collaboratif en versant des éco-contributions à un éco-organisme certifié par les autorités françaises pour l'aider à remplir ses obligations en matière de DEEE, notamment la collecte des téléphones portables usagés pour le recyclage. Pour cette raison, nous ne collectons pas directement les téléphones portables usagés. Cependant, lors de la collecte début 2023, nous avons contacté notre éco-organisme afin qu'il nous fournisse, s'il disposait de ces données, une estimation du nombre de téléphones collectés pour le recyclage grâce à nos éco-contributions, mais celui-ci a répondu que, comme ces données sont mises en commun, il ne peut pas établir de statistiques individuelles pour chaque contributeur.

Sur l'utilisation, la durée des données demandées et le calendrier de collecte de ces données, veuillez vous référer aux observations globales formulées aux points III. A V. du présent document de réponse.

Sur la durée des données demandées, nous souhaitons connaître la raison pour laquelle l'ARCEP demande des données d'avant 2023. Comme déjà mentionné lors de notre réponse à la collecte précédentes des données début 2022, les données antérieures à 2021 sont compliquées à obtenir

et parfois très partielles. D'autre part, les quelques données dont nous disposons pour ces années antérieures ont déjà été fournies lors de la collecte de données de 2022.

II. Observations relatives aux données environnementales que l'ARCEP envisage de collecter auprès des équipementiers de réseaux mobiles (questions 6 à 9) :

Nous remercions l'Autorité pour les différents échanges qui ont eu lieu préalablement à cette consultation publique et pour l'occasion qui nous est donnée de formuler des remarques sur ce projet de décision. Nous sommes à la disposition de l'Autorité pour d'autres échanges bilatéraux ou multilatéraux faisant suite à cette consultation.

Sur les données qu'il est envisagé de collecter (question 8), nous sommes en mesure de fournir les données 2019 à 2022 à la fin du premier semestre 2024 ; concernant la durée des données et le calendrier de collecte, veuillez-vous référer également au point IV. du présent document de réponse.

Nous espérons que l'Autorité tiendra compte du point V, sachant que suite à une analyse détaillée nous savons déjà par exemple que par manque de disponibilité en interne de données nous ne serons pas capables de fournir les données de scope 1, 2 et 3 de 2023 avant fin octobre 2024.

Sur les modalités de restitution des indicateurs par l'ARCEP (question 9), pour la majorité des données que l'ARCEP envisage de collecter dans son projet de décision, ces informations sont d'une importance stratégique pour les acteurs concernés. Il serait nécessaire que l'ARCEP mette en place à ce titre une plateforme totalement sécurisée où pourront être téléchargées les données, dans la mesure où la sécurité dans la transmission de ces données devra être garantie par l'ARCEP.

III. Observations relatives à l'utilisation et la diffusion des données :

Le Document indique que « *les données pourront être utilisées, dans le respect du secret des affaires, pour toute action d'information sur l'empreinte environnementale, notamment à destination du public* ». Il nous semble primordial que l'ARCEP précise davantage ce qu'elle entend par ces « autres actions ». Il serait notamment utile de préciser que les données utilisées à des fins d'information du public ne pourront être utilisées que sous une forme agrégée et non

individualisée.

IV. Observations relatives au calendrier de collecte des données :

Le Document de l'ARCEP prévoit que les données seront collectées chaque année « *au plus tard trois mois après la fin d'année* », or dans la mesure où certaines données nécessiteront un temps d'adaptation et de préparation interne conséquent afin de procéder à la collecte et au traitement desdites données, il serait préférable d'accorder une « période franche » d'une année à compter de la publication de la version finale et définitive par l'ARCEP de sa décision, durant laquelle un manquement à l'obligation de communication des données demandées par l'ARCEP ne pourrait faire l'objet que d'un avertissement au titre de la réglementation (comme cela est régulièrement le cas dans le cadre de mise en œuvre d'autres réglementations).

Enfin, il serait également pertinent de faire coordonner cette collecte de l'ARCEP avec les calendriers de publication des données environnementales issues des différentes obligations de *reporting* déjà adoptés par la majorité des entreprises concernées (notamment la publication de rapports RSE à la mi-juillet chaque année). Ainsi, il nous semble pertinent de prolonger la période de collecte des données jusqu'à la fin d'année.